

AP n° 2022-MD-130-IC

**ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEUSE**  
**pris à l'encontre de la Société MACHAON**  
**située 3 avenue du 106<sup>e</sup> RI à Châlons-en-Champagne (51000)**  
**en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement**

**Le Préfet de la Marne**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2020-A-27-IC du 7 février 2020 ;

**Vu** le rapport de la visite d'inspection, réalisée le 12 mai 2022, de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand Est en date du 8 juin 2022

**Vu** le courrier électronique de la société MACHAON en date du 17 mai 2022 qui apporte des éléments complémentaires à la visite d'inspection réalisée le 12 mai 2022 ;

**Vu** les observations du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de la Marne faisant suite à la visite d'inspection réalisée le 12 mai 2022, transmises à l'inspection des installations classées par courrier électronique en date du 13 mai 2022 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté le 13 juin 2022 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;

**Vu** l'absence de réponse du pétitionnaire pour confirmer ou infirmer son accord sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ayant valeur d'accord tacite.

**Considérant** que les dispositions du chapitre et des articles 4.1.2.1, 4.2.2, 7.1.1, 7.1.4, 7.2.2, 7.2.3.1, 7.2.3.2, 7.2.3.3, 7.3.2, 7.3.4, 7.4.1.1, 7.4.1.2, 7.4.3 et 7.5.3 de l'arrêté préfectoral n° 2020-A-27-IC en date du 7 février 2020 ne sont pas respectées ;

**Considérant** qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du Code de l'environnement, en application de l'article L.171-8 de ce même code, l'exploitant peut être mis en demeure de satisfaire à son obligation dans un délai déterminé.

**Sur** proposition de Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne.

## **ARRETE**

### **Article 1 :**

La société MACHAON (numéro SIRET 79929748600026), sise 3 avenue du 106° RI à Châlons-en-Champagne (51000), est mise en demeure, pour son exploitation, de procéder aux opérations et travaux des articles 2, 3 et 4 du présent arrêté sous les délais prescrits ci-après.

### **Article 2 :**

Sous un délai d'un mois, la société MACHAON doit :

- faire apparaître les dispositifs prévus à l'article 4.1.2.1 sur un plan général des installations conformément aux prescriptions de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020 ;
- fournir les plans permettant d'identifier la localisation des risques conformément aux prescriptions de l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020 ;
- prévoir la formation à la manipulation des extincteurs des agents non formés en 2020 conformément aux prescriptions des articles 7.1.4 et 7.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020 ;
- vérifier l'alarme incendie et la remettre en état de marche conformément aux prescriptions des articles 7.1.4 et 7.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020 ;
- réaliser les vérifications des installations électriques des stockages, du local de maintenance et de l'arrivée électrique en très haute tension conformément aux prescriptions de l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020 ;
- justifier de l'entretien et de la vérification des dispositifs de détection incendie en place conformément aux prescriptions de l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020. Le fonctionnement du report d'alarme devra être décrit à l'inspection des installations classées ;
- mettre en place les rétentions réglementaires au niveau des produits liquides stockés dans le stockage nommé « bâtiment expédition » conformément aux prescriptions de l'article 7.4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020 ;
- justifier de la disponibilité permanente, et dans toutes les situations, des volumes de rétention conformément aux prescriptions de l'article 7.4.1.3 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020.

### **Article 3 :**

Sous un délai de trois mois, la société MACHAON doit :

- exploiter ses installations conformément aux prescriptions du chapitre 1.3 et de l'article 7.1.4 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020 ;
- réaliser un contrôle de l'ensemble des dispositifs de désenfumage et des systèmes de commandes conformément aux prescriptions des articles 7.2.2 et 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020 ;
- remettre en état les déclencheurs manuels dégradés du stockage nommé "bâtiment expédition" conformément aux prescriptions de l'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020 ;
- réaliser une étude relative à la portance de la voie "engin" conformément aux prescriptions des articles 7.2.3.1 et 7.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020. En cas de non-conformité, l'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées une échéance de travaux de mise en conformité. L'exploitant devra transmettre un porter à connaissance mettant à jour les données techniques relatives aux possibilités de circulation des services de secours au sein du site ;
- équiper le portail d'accès de l'avenue Ampère d'un système de fermeture utilisable par les secours conformément aux prescriptions de l'article 7.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020 ;
- mettre en place une aire d'aspiration conformément aux prescriptions de l'article 7.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020. La fiche technique 2.5 des services du SDIS de la Marne est consultable au lien suivant : <https://www.sdis51.fr/ressources> ;

- permettre la bonne utilisation de l'ensemble des Robinets d'incendie armés (RIA) du stockage nommé "bâtiment expédition" conformément aux prescriptions de l'article 7.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020 ;
- rendre accessible les extincteurs de l'atelier de maintenance conformément aux prescriptions de l'article 7.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020 ;
- disposer de 4 poteaux incendie publics implantés à moins de 200 mètres au plus du risque. A défaut, une réserve d'eau au moins de 120 m<sup>3</sup> est en place pour chaque capacité de 60 m<sup>3</sup>/h manquante, conformément aux prescriptions de l'article 7.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020 ;
- réaliser l'entretien et la vérification du système de sprinklage et les intégrer dans les vérifications réglementaires du site conformément aux prescriptions des articles 7.2.3.3 et 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020 ;
- réaliser des plans d'intervention conformes à la norme NFX 08-070 (plan de masse du site et plan par bâtiment) conformément aux prescriptions de l'article 7.2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020 ;
- mettre en place un système de détection et d'alarme au niveau du stockage nommé "bâtiment expédition" qui est une zone de stockage ainsi que dans la zone 3 conformément aux prescriptions de l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020 ;
- justifier la vérification de 6 exutoires uniquement conformément aux prescriptions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020.

#### **Article 4 :**

Sous un délai de six mois, la société MACHAON doit :

- mettre en place un dispositif permettant de mettre en rétention les eaux d'extinction incendie au niveau du "bâtiment expédition", conformément aux prescriptions de l'article 7.4.1.2 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020 ;
- mettre en conformité le stockage nommé « bâtiment expédition » afin de correspondre aux plans et données techniques du dossier de demande d'autorisation d'exploiter de juin 2015 conformément aux prescriptions de l'article 7.1.4 de l'arrêté préfectoral du 7 février 2020.

#### **Article 5 :**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L.171-8 et L.557-60 du Code de l'environnement.

#### **Article 6 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut être déféré devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25 rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 7 : Exécution et diffusion**

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand Est, chargé de l'inspection des installations classées, Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée pour information à la Délégation territoriale de la Marne de l'Agence régionale de santé, au Service départemental d'incendie et de secours, à la Direction de l'Agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le Maire de Châlons-en-Champagne.

Monsieur le Maire de Châlons-en-Champagne en donnera communication à son conseil municipal. Une copie du présent arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la société MACHAON sise 3 avenue du 106<sup>e</sup> RI - 51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE.

Châlons-en-Champagne, le **05 JUIL. 2022**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général,



**Emile SOUMBO**